

ver l'aide matérielle de l'Etat aux élèves qui savent s'en montrer les plus dignes. Afin qu'ils puissent seconder votre action personnelle, je vous prie de vou-

loir bien attirer sur ce point l'attention de vos collaborateurs lors du prochain Conseil des professeurs de l'établissement placé sous votre direction.

## MOUVEMENTS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE.

### Ex-Chantiers de Jeunesse.

Dissolution de l'association chargée de gérer les biens des ex-chantiers de jeunesse.

1599. Ordonnance n° 45-2017 du 31 août 1945.

#### EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'article 2 de l'acte dit loi du 14 mars 1944 (1<sup>er</sup> alinéa) qui a prononcé la dissolution de l'association des anciens des chantiers de la jeunesse (A. D. A. C.) a prévu que les biens et obligations de l'association seraient l'objet d'une répartition fixée par arrêté du chef du Gouvernement entre les organismes qualifiés pour assurer le fonctionnement de ses œuvres sociales.

En exécution de cette disposition, un arrêté en date du 16 juin 1944 avait dévolu les œuvres et le patrimoine de l'A. D. A. C. à des organismes qui sont aujourd'hui dissous ou transformés. En fait, la gestion de ces biens a été assurée par l'administration des domaines.

Il y a donc lieu aujourd'hui :

1<sup>o</sup> De constater la nullité de l'arrêté du 16 juin 1944 précité ;

2<sup>o</sup> D'habiliter le ministre de l'Éducation nationale, sous l'autorité de qui l'ordonnance du 5 juillet 1944 portant dissolution de l'organisation dite Chantiers de la Jeunesse française, a placé les organes liquidateurs des

chantiers de la jeunesse, à prendre, au lieu et place du chef du Gouvernement, l'arrêté prévu par l'article 2 de l'acte dit loi du 14 mars 1944.

(Vu O. 3-6-1943, O. 3-6 et 4-9-1944, O. 9-8-1944.)

#### TEXTE DE L'ORDONNANCE.

ARTICLE PREMIER. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit arrêté du 16 juin 1944 portant dévolution des œuvres et du patrimoine de l'association des anciens des chantiers de la jeunesse.

ART. 2. — Les biens, droits et obligations de l'association, ainsi que ses œuvres sociales, sont gérés par l'administration des domaines jusqu'à leur dévolution aux organismes qui seront désignés par arrêté du ministre de l'éducation nationale et suivant les modalités fixées par cet arrêté.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

(J. O. du 5 septembre 1945.)

## ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS.

### Examens et concours.

Régime des études et examens de certaines catégories d'étudiants victimes de la guerre de 1939, candidats au certificat d'aptitude au professorat et au diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

1600. Arrêté du 31 août 1945 (Éducation nationale, Finances, Prisonniers, Déportés et Réfugiés).

(Vu O. 3-6-1943, O. 3-6 et 4-9-1944, O. 20-4-1945.)

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent arrêté, sont destinées à fa-

ciliter la réadaptation intellectuelle et sociale des étudiants victimes de la guerre 1939, candidats au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties) et au diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties) qui, appartenant à l'une des catégories suivantes, ont subi dans la poursuite ou le début de leurs études, un retard de plus d'une année et seront inscrits auprès de la direction de l'éducation physique et des sports scolaires et universitaires dans les délais prévus à l'article 12 :

1<sup>re</sup> catégorie. — Engagés volontaires

ou mobilisés soit dans l'armée française, à l'exclusion des unités dépendant de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, soit dans une armée alliée, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1945 ;

2<sup>e</sup> catégorie. — Anciens prisonniers de guerre ;

3<sup>e</sup> catégorie. — Personnes qui ont été détenues en France ou déportées à l'étranger, pour des motifs d'ordre politique ou militaire sur l'ordre d'une autorité ennemie ou de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français ;

4<sup>e</sup> catégorie. — Personnes qui ont quitté leur domicile afin de participer à l'action d'une organisation de résistance ;

5<sup>e</sup> catégorie. — Personnes qui ont été contraintes de travailler au profit de l'ennemi en territoire français ou étranger.

Cette appartenance devra être prouvée par les intéressés au moyen de pièces qui seront examinées par une commission constituée par arrêté du ministre de l'éducation nationale et composée d'un inspecteur général ou inspecteur principal de l'éducation physique et des sports, d'un représentant du directeur de l'éducation physique et des sports scolaires et universitaires, d'un professeur d'éducation physique et sportive, d'un maître d'éducation physique et sportive, et de deux étudiants, désignés de préférence parmi les anciens combattants, anciens prisonniers ou anciens déportés. Si la demande émane d'un ancien prisonnier ou déporté, un représentant du ministère des prisonniers, déportés et réfugiés siègera à la commission avec voix consultative.

Sont toutefois exclues du bénéfice de ces dispositions les personnes frappées soit d'une peine en vertu des ordonnances du 28 novembre 1944 et du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, soit d'une sanction administrative par application de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, ou d'un quelconque des textes sur l'épuration.

#### TITRE PREMIER

Réduction des délais de scolarité et organisation de sessions spéciales d'examens et concours.

ART. 2. — Les dispositions du pré-

sent arrêté s'appliquent aux examens et concours suivants :

1<sup>o</sup> Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie) et concours d'admission à l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ;

2<sup>o</sup> Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie) et concours de recrutement des professeurs d'Etat ;

3<sup>o</sup> Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie) et concours d'admission au collège national de moniteurs ;

4<sup>o</sup> Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie) et concours de recrutement des maîtres d'Etat.

ART. 3. — Pour chacun des examens énumérés à l'article 2, il sera organisé, à l'usage des bénéficiaires du présent arrêté, trois sessions spéciales au cours de chaque année scolaire.

Les dates de ces sessions seront fixées par le ministre de l'éducation nationale.

L'une d'elles coïncidera, en principe, avec la session normale.

Aucun candidat ne pourra bénéficier pour un examen déterminé de plus de trois sessions spéciales.

ART. 4. — En dérogation aux conditions d'âges requises pour le concours d'admission à l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive et le concours de recrutement des professeurs d'Etat, les candidats verront la limite d'âge supérieure reculée, indépendamment de la durée de leurs services militaires légaux et de leurs services d'éducation physique et sportive validables pour la retraite, de la durée du retard dûment justifié apporté dans la poursuite de leurs études par suite des faits de guerre.

En dérogation aux conditions d'âge requises pour le concours d'admission au collège national de moniteurs et le concours de recrutement des maîtres d'Etat, la limite d'âge supérieure est supprimée.

ART. 5. — En dérogation aux règles normalement applicables qui précèdent que les candidats au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie) et au diplôme de

maître d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie) doivent avoir obtenu la première partie correspondante depuis deux années au moins pour le professorat, depuis une année au moins pour le diplôme de maître, le temps passé en captivité pour les prisonniers de guerre emprisonnés et déportés politiques; à l'étranger pour les déportés au titre de la main-d'œuvre; en France pour les personnes contraintes de travailler au profit de l'ennemi; dans une organisation de résistance, sous les drapeaux pour les mobilisés et les engagés volontaires, viendra en déduction du laps de temps exigé dans les conditions ordinaires entre la première et la deuxième partie.

## TITRE II

*Épreuves et programmes.*

ART. 6. — Un arrêté du ministre de l'éducation nationale fixera les conditions d'organisation, la nature des épreuves et les programmes des matières qui seront applicables aux bénéficiaires du présent arrêté.

Pour les épreuves écrites des programmes restreints seront établis.

## TITRE III

*Admissibilité.*

ART. 7. — Les candidats qui ont été, avant leur entrée dans l'une des catégories définies par l'article 1<sup>er</sup>, déclarés admissibles à un des examens auxquels s'appliquent les dispositions du présent arrêté, sont déclarés admis définitivement, à la seule condition d'adresser une demande à cet effet à la direction de l'éducation physique et des sports scolaires et universitaires, en justifiant qu'ils n'ont pu se présenter aux épreuves des examens d'admission par suite d'un empêchement dû à l'état de guerre.

## TITRE IV

*Organisation des cours spéciaux.*

ART. 8. — Des centres de préparation spéciale seront créés à l'intention des bénéficiaires du présent arrêté pour tous les examens ou concours pour lesquels cela apparaîtra utile. Leur organisation sera réglée sur proposition du directeur de l'éducation physique et des sports scolaires et universitaires.

D'autres catégories d'étudiants pourront être ultérieurement autorisés à s'inscrire dans ces centres.

Des centres particuliers pourront être ouverts au bénéfice des candidats que leur état de santé, par suite de leur captivité, déportation ou blessures rendrait justiciables de ménagements spéciaux et d'un entraînement progressif et mesuré.

ART. 9. — Les centres prévus à l'article 8 du présent arrêté devront fonctionner notamment pendant les grandes vacances universitaires.

ART. 10. — Les dépenses occasionnées par l'organisation et le fonctionnement de ces centres, sont prises en charge par l'Etat.

Ces centres seront rattachés administrativement à l'une des écoles normales supérieures d'éducation physique et sportive, ou au collège national de moniteurs, ou à l'un des centres régionaux d'éducation physique et sportive.

ART. 11. — Les titulaires de la première partie seront admis de plein droit aux cours de préparation aux examens de la deuxième partie correspondante du certificat d'aptitude au professorat ou du diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

Les candidats à la première partie de ces mêmes examens seront admis à suivre les cours professés dans les centres de préparation spéciale après avoir satisfait à des épreuves probatoires, dont les modalités seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Sont toutefois dispensés de se présenter aux épreuves probatoires, les candidats qui, bien que n'ayant pas subi avec succès les épreuves du certificat d'aptitude au professorat (1<sup>re</sup> partie), font l'objet d'une proposition dans ce sens de la part du jury d'examen.

Pour être admis à se présenter aux épreuves probatoires, les candidats doivent remplir les conditions d'âge et de titre requis selon le cas des aspirants au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie) ou diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie).

## TITRE V

*Dispositions finales.*

ART. 12. — Les bénéficiaires du pré-

sent arrêté pourront, en principe, en invoquer les dispositions pendant une période de cinq années scolaires à compter du jour de leur première inscription à l'un des examens ou concours définis à l'article 2 ou aux épreuves probatoires définies à l'article 11.

Cependant, cette première inscription devra être faite:

1<sup>o</sup> Par les étudiants qui ont été démobilisés, rapatriés ou libérés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1945, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté;

2<sup>o</sup> Par les étudiants démobilisés, rapatriés ou libérés après le 1<sup>er</sup> janvier 1945, dans un délai d'un an à compter de leur démobilisation, retour ou libération;

3<sup>o</sup> Par les candidats qui, actuellement sous les drapeaux, s'y trouveront encore à la date de la cessation des hostilités: dans les six mois qui suivront cette date.

## ARTS ET LETTRES.

## MUSÉES.

## Musées des Beaux-Arts.

## Organisation provisoire.

1601. Ordonnance n° 45-1516 du 13 juillet 1945.

Rectificatif au B. O. n° 41, texte n° 1401, p. 2852, 1<sup>re</sup> colonne, 11<sup>e</sup> ligne.

Au lieu de:

Avec voix délibérative,

lire:

Sans voix délibérative.

(Rectif: J. O. du 5 septembre 1945.)

## ARCHIVES.

## Personnel.

Règlement d'administration publique pour l'application de l'article 69 de la loi du 14 avril 1924 aux ou-

Ces délais seront prolongés jusqu'à concurrence de deux années de la durée des congés exceptionnels de soins accordés par les autorités compétentes pour blessures de guerre ou de travail, ou pour maladies contractées en service ou en travail forcé.

ART. 13. — Dans toute la mesure du possible, tous les jurys d'examen constitués en vertu des dispositions du présent arrêté comprendront au moins un ancien combattant, ancien prisonnier ou ancien déporté.

ART. 14. — Les mesures ci-dessus deviendront applicables dès la parution du présent arrêté ou des arrêtés complémentaires qu'il prévoit.

ART. 15. — Le directeur général de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J. O. du 5 septembre 1945.)

vriers professionnels de l'atelier de reliure des archives nationales.

1602. Décret n° 45-2004 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 (Éducation nationale, Finances).

(Vu L. 14-4-1924, art. 69, D. 25-8-1926, art. 1<sup>er</sup>.)

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret du 25 août 1926 est complété comme suit:

ARCHIVES NATIONALES

Après: « Dame sténodactylographe », ajouter: « Ouvriers professionnels de l'atelier de reliure. »

ART. 2. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'économie nationale et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J.O. du 4 septembre 1945.)